



## Autolib' Métropole

16 rue de la Banque  
75002 Paris

Tél : 01 80 18 92 00  
[www.autolibmetropole.fr](http://www.autolibmetropole.fr)

### COMPTE RENDU SOMMAIRE

Séance du Comité syndical du 9 novembre 2015

Le 9 novembre 2015, à 15 heures, le Comité syndical, dûment convoqué le 15 octobre 2015, s'est réuni, en séance publique à l'Hôtel de Ville de Paris, 5 rue de Lobau 75004 Paris, sous la présidence de Mme Marie-Pierre de la Gontrie.

Nombre de délégués en exercice :	86
Nombre de délégués présents ou représentés :	58 dont 9 pouvoirs

#### **Étaient présents :**

##### **Titulaires :**

Mme Perrine PRECETTI (Antony), M. Olivier NADIRAS (Arcueil), M. Thierry Michel ISOARD (Asnières-sur-Seine), M. Henri VINCENT (Bois-Colombes), M. Samuel BESNARD (Cachan), M. Jean-Paul MARTINERIE (Chatenay-Malabry), M. Jackie BOULAY (Châtillon), M. Bernard ACCART (Courbevoie), M. Jean-Luc MILLARD (Drancy), M. Frédéric NICOLAS (Dugny), M. Xavier CARON (Enghien-les-Bains), M. Christophe BERNIER (Gennevilliers), M. Boutaëb KADDANI (Joinville-Le-Pont), Mme Geneviève GAILLABAUD (La Garenne-Colombes), Mme Sophie DESCHIENS (Levallois-Perret), Mme Marie-France PARRAIN (Maisons-Alfort), M. Pascal BUTIN (Neuilly-Plaisance), M. Eric SCHINDLER (Neuilly-sur-Seine), Mme Marie-Pierre de La GONTRIE (Paris), M. Christophe NAJDOVSKI (Paris), Mme Marie-Michelle PHOJO (Romainville), M. Jean-Paul FAUCONNET (Rosny-sous-Bois), Mme Pascale TRIMBACH (Saint-Mandé), M. Patrice PATTÉE (Sceaux), Mme Catherine BLOCH (Vaucresson), M. Jean-Paul MORDEFROID (Verrières-Le-Buisson), M. Hervé FLEURY (Versailles), M. Mahrouf BOUNEGTA (Villejuif), M. Christophe BOISSIERE (Vincennes).

CA Argenteuil-Bezons : M. Arnaud GIBERT (Argenteuil).

CA Clichy-Montfermeil : M. Alain SCHUMACHER (Montfermeil).

CA Grand Paris Seine Ouest (GPSO) : Mme Christine BRUNEAU (Boulogne-Billancourt), M. François-Marie PAILLER (Chaville), M. Christophe PROVOT (Issy-Les-Moulineaux), M. Gauthier MOUGIN (Marnes-La-Coquette), M. Bernard ROCHE (Vanves), M. Thierry SIOUFFI (Ville-d'Avray).

CA Mont-Valérien : M. Jean-Louis TESTUD (Suresnes).

CA Plaine Centrale du Val-de-Marne : M. Bruno HELIN (Créteil).

CA Sud de Seine : M. Michel FAYE (Fontenay-aux-Roses).

CC Charenton-Le-Pont - Saint-Maurice : MM. Pascal TURANO (Charenton-Le-Pont) et Alain GUETROT (Saint-Maurice).

##### **Suppléant(e)s avec voix délibératives :**

M. Mathieu TELLIER (Aulnay-sous-Bois), M. Vincent MEZURE (Bougival), M. Loïc PERON (Clichy-La-Garenne), M. Richard DELEPIERRE (Le Chesnay), Mme Florence de PAMPELONE (CA Grand Paris Seine Ouest - Meudon), Mme Anne-Laure LEBRETON (Puteaux), M. Dominique LEBRUN (Saint-Cloud).

**Suppléants sans voix délibératives :**

M. Olivier BODO (Châtillon), M. Timothé LEFEBVRE (Sceaux).

**Excusés ayant donné pouvoir :**

M. Hervé HEMONET (Colombes) à Mme Geneviève GAILLABAUD, Mme Isabelle DEBRÉ à M. Gauthier MOUGIN, M. Yves MENEL (Garches) à Mme Christine BRUNEAU, Patrick LEROY (Rungis) à M. Xavier CARON, M. Jean MAYET (CA Plaine Centrale du Val-de-Marne) à M. Bruno HELIN, Mme Sylvie CHABALIER (CA Plaine Centrale du Val-de-Marne : Limeil-Brévannes) à M. Pascal TURANO, M. Denis GABRIEL (CA Mont-Valérien : Rueil-Malmaison) à Sophie DESCHIENS, M. Pascal THEVENOT (Vélizy-Villacoublay) à M. Jean-Luc MILLARD, M. Alain BORTOLAMEOLLI à M. Thierry Michel ISOARD.

**Etaient excusés** : MM. Denis REDON (Épinay-sur-Seine), Christophe PAQUIS (Les Lilas), Abdel-Ilah AZMI (Saint-Cloud), Bruno HAAS (GPSO-Sèvres), François LAMBERT (Versailles).

Assistaient également à la séance : Mmes Véronique HACHÉ, directrice d'Autolib' Métropole, Aurore KING, assistante de direction, Fabienne PUIG, responsable de la coordination technique et administrative, MM. Sédik CHEKIR, responsable des Finances, Matthieu FIERLING chef de projet service et innovation et Jérémie SWIDEREK responsable du déploiement.

**Ordre du jour :**

- 1 - Approbation du procès-verbal de la séance du 6 juillet 2015,
  - 2 - Délibérations relatives :
    - à la désignation d'un délégué titulaire pour siéger aux commissions suivantes : CAO ; CCSPL et « Sapin »,
    - à l'expérimentation du télétravail
    - à l'attribution des indemnités horaires pour travaux supplémentaires
    - à l'adhésion de nouvelles communes (sous réserve des délibérations des villes)
    - à l'approbation du règlement intérieur du Comité de suivi
    - à une décision modificative n°1 du budget primitif 2015
    - à l'approbation des modifications des statuts du Syndicat (adresse du siège social et extension du périmètre)
- Sous réserve des échanges avec le délégataire :
- aux nouvelles CGAU (évolution des tarifs)
  - à l'avenant 7 du contrat de DSP
- 3 - Points divers et questions orales.

La présidente a ouvert la séance à 15 heures et a constaté que la condition de quorum était remplie.

M. Jean-Paul MARTINERIE est désigné secrétaire de séance.

**1 - Approbation du procès-verbal de la séance du 6 juillet 2015**

*Le procès-verbal du Comité syndical du 6 juillet 2015 est adopté à l'unanimité.*

## **1.1 - Compte rendu du Bureau syndical du 1<sup>er</sup> octobre 2015**

La présidente rappelle aux membres que le compte rendu du Bureau leur a été transmis et leur en fait une synthèse oralement.

## **2 - Délibérations**

2.1 Désignation d'un délégué titulaire pour siéger aux commissions suivantes : CAO ; CCSPL et « Sapin », **(délibérations 2015 28 ; 2015 29 ; 2015 30)**

La présidente rappelle que par décision du 21 mai 2015, le Conseil d'Etat avait annulé les élections municipales d'Asnières-sur-Seine, ce qui avait eut pour effet l'annulation de l'élection de M. ISOARD, délégué titulaire de la ville d'Asnières-sur-Seine, ainsi que sa désignation en qualité de membre titulaire pour siéger aux différentes commissions du Syndicat : Commission d'Appel d'Offres, Commission Consultative des Services Publics Locaux, Commission Sapin ».

Elle ajoute que par délibération 2015 17 du 6 juillet 2015, le Comité syndical a désigné, à la majorité, Monsieur Thierry-Michel ISOARD, 4<sup>ème</sup> Vice-président.

***Le Comité syndical, après en avoir délibéré, DÉSIGNE à la majorité, M. Thierry-Michel ISOARD, délégué titulaire pour siéger aux commissions suivantes : CAO ; CCSPL et « Sapin ».***

2.2 Expérimentation du télétravail **(délibération 2015 31)**

La Présidente rappelle que ce projet a été examiné en Bureau le 1<sup>er</sup> octobre et qu'il a reçu un avis favorable du Comité technique placé auprès du CIG de la Petite Couronne lors de la séance du 6 octobre 2015.

***Le Comité syndical, après en avoir délibéré, APPROUVE à l'unanimité, la mise en œuvre de l'expérimentation du télétravail au sein du Syndicat, dans les conditions définies ci-dessus, sur la base des modalités définies dans la charte ci-jointe.***

2.3 Attribution des indemnités horaires pour travaux supplémentaires **(délibération 2015 32)**

La présidente rappelle que les indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) sont versées aux agents de la fonction publique territoriale dans les conditions prévues par le décret 2002-60 du 14 janvier 2002 modifié par le décret 2007-1630 du 19 novembre 2007.

Elle indique que les indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) avaient été mises en œuvre, par la délibération n° 2010 029 du 14 octobre 2010 mais uniquement pour les agents de catégorie C et B relevant de la filière technique. Cette délibération ayant été abrogée par la délibération 2013 047 du 13 décembre 2013 relative au régime indemnitaire, cette nouvelle délibération permettra d'attribuer les IHTS à tous les agents, de catégorie C et B, quelque soit la filière selon les modalités du décret 2002-60 du 14 janvier 2002 modifié susvisé.

***Le Comité syndical, après en avoir délibéré, DÉCIDE que, dès qu'il y a dépassement des bornes horaires, telles que le prévoit la délibération 2014 025 du 4 septembre 2014 portant actualisation des modalités d'Aménagement et de la Réduction du temps de Travail, les agents de catégorie C et B, titulaires, stagiaires et non titulaires de droit public, à temps complet, à temps non complet et à temps partiel, peuvent être amenés à effectuer des heures supplémentaires, en raison des nécessités de service et à la demande de l'autorité territoriale ou de la hiérarchie ; DIT qu'à défaut de compensation sous la forme d'un repos compensateur, les heures supplémentaires, au vu d'un décompte déclaratif, sont indemnisées dans la limite de 25 heures supplémentaires par mois et par agent.***

Les heures effectuées entre 22 heures et 7 heures sont considérées comme travail supplémentaire de nuit ; **AUTORISE**, lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient et pour une période limitée, le dépassement du contingent sur décision de l'autorité territoriale ou de la hiérarchie qui en informe immédiatement le comité technique compétent ; **DIT** que les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 012.

#### 2.4 Adhésions de nouvelles communes (délibérations : 2015 33 Bièvres

2015 34 Buc

2015 35 Fontenay-sous-Bois

2015 36 Saint-Maur-des-Fossés)

**Le Comité syndical, après en avoir délibéré, APPROUVE** à l'unanimité, l'adhésion des 4 communes, **FIXE** leur contribution respective obligatoire à 2 000 euros par station.

#### 2.5 Approbation du règlement intérieur du Comité de suivi (délibération 2015 37)

La présidente rappelle aux membres que conformément à l'article 69 de la convention de délégation de service public, il a été institué un Comité de suivi, et que ce même article précise que le Comité de suivi doit établir un règlement intérieur.

La présidente indique que le projet de règlement a été discuté en Bureau et qu'il sera ensuite transmis pour avis et accord au délégataire.

**Le Comité syndical, après en avoir délibéré, PREND ACTE**, du projet de règlement intérieur ci-annexé et **AUTORISE** la présidente à le compléter ou à apporter des modifications éventuelles.

#### 2.6 Décision modificative n°1 du budget primitif 2015 (délibération 2015 38)

La présidente indique aux membres que pour le budget d'investissement, il est nécessaire d'augmenter le chapitre 27, par diminution du chapitre 16, pour inscrire à la bonne imputation la caution pour la location des bureaux versée et à recevoir ; que pour le budget de fonctionnement, il est nécessaire d'augmenter le chapitre 67, par diminution du chapitre 022, pour prendre en compte le paiement des pics de pollutions.

#### Section d'investissement

Chapitre	Article	Mouvements	A déduire	A ajouter
16- Emprunts et dettes assimilés	165- Dépôts et cautionnements reçus	Dépense	20 000,00 €	
27- Autres immobilisations financières	275- Dépôts et cautionnements versés	Dépense		20 000,00 €
16- Emprunts et dettes assimilés	165- Dépôts et cautionnements reçus	Recette	20 000,00 €	
27- Autres immobilisations financières	275- Dépôts et cautionnements versés	Recette		20 000,00 €

## Section de fonctionnement

Chapitre	Article	A ajouter	A déduire
67- Charges exceptionnelles	678- Autres charges exceptionnelles	24 266,50 €	
022- Dépenses imprévues	022- Dépenses imprévues		24 266,50 €

**Le Comité syndical, après en avoir délibéré, APPROUVE à l'unanimité, la décision modificative n°1 du budget primitif 2015.**

### 2.7 Modification des statuts (délibération 2015 39)

La présidente indique aux membres que le bail actuel du Syndicat arrive à échéance le 14 février 2016 et qu'il est prévu que le Syndicat mixte Autolib' Métropole, situé 16 rue de la Banque – 75002 Paris, déménage en février 2016, dans des locaux plus fonctionnels et moins coûteux, au 2 rue Jean Lantier - 75001 Paris.

Il convient donc à compter du 1<sup>er</sup> février 2016 de modifier l'article 4 des statuts qui précise l'adresse du siège du Syndicat mixte Autolib' Métropole.

**Le Comité syndical, après en avoir délibéré, APPROUVE à l'unanimité, la modification de l'article 4 des statuts concernant le changement d'adresse du siège du Syndicat, à compter de février 2016, au 2 rue Jean Lantier – 75001 Paris.**

### 2.8 Avenant n°7 à la convention de délégation de service public (délibération 2015 40)

La présidente informe les membres que l'avenant n°7, en annexe, porte notamment sur :

- La modification de la limite et du Périmètre de la Concession
- L'ajout d'un second type d'abri d'abonnement plus petit
- Le déplacement et neutralisation des stations
- Les effets de la neutralisation des stations sur la redevance d'occupation
- Les indicateurs de performance : Introduction d'un indicateur mesurant les moyens mis en œuvre pour assurer la propreté des espaces d'abonnement ; Introduction d'une progressivité du malus pour accélérer la remise en service des mobiliers en panne.

**Le Comité syndical, après en avoir délibéré, AUTORISE la présidente à mettre au point et à signer l'avenant n°7 à la convention de délégation de service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques.**

### 2.9 Approbation des conditions générales d'accès et d'utilisation (CGAU) destinées aux personnes physiques (Délibération 2015 41)

La présidente informe les membres qu'au regard des retours d'expérience après 47 mois d'exploitation, il a été constaté la nécessité de faire évoluer et de compléter les Conditions Générales d'accès et d'utilisation (CGAU) du service Autolib' destinées aux personnes physiques de la manière suivante :

- La grille tarifaire est modifiée ainsi :
  - augmentation au 01/02/2016 du tarif d'utilisation pour les abonnés 1 an, qui passe de 5,5€ à 6,0€ la ½ heure. Le tarif d'abonnement est inchangé à 10,0€ / mois ;
  - suppression du forfait multiutilisateur qui n'a pas trouvé son marché et création d'une offre « famille » permettant à 4 personnes habitant le même lieu de résidence de se réunir autour d'un abonnement Autolib' 1 An sous réserve du paiement d'un badge à 20€ par personne supplémentaire (1<sup>er</sup> badge à 120€ / an, 2<sup>ème</sup> au 4<sup>ème</sup> badge à 20€ / an pour chaque badge) ;
  - création d'un abonnement gratuit (offre « Prêt à Rouler ») valable pour une durée d'un an renouvelable tacitement et donnant accès au service pour un tarif de 9€ la ½ heure. L'offre « Prêt à Rouler » permet la réservation de la place à l'arrivée dans les mêmes conditions que l'abonnement 1an. La réservation d'un véhicule est quant à elle facturée 1€ par réservation (30 minutes). Cet abonnement est destiné à remplacer les offres 1 jour, 1 semaine et 1 an préexistantes ;
- modification du parcours client :
  - possibilité d'utiliser un badge tiers agréé par l'exploitant pour s'identifier auprès du service Autolib' ;
  - afin de fiabiliser le dispositif, modification du parcours client afin que la location débute au moment de l'attribution du véhicule par la borne et non plus au moment de la déconnexion du véhicule ;
  - possibilité ouverte aux abonnés de réserver une Utilib' directement via l'application ;
- autres modifications :
  - indication du délai maximal (15 jours) dont dispose l'exploitant pour valider une demande d'abonnement lui étant parvenue par voie postale, via le site internet ou l'application mobile ;
  - précisions quant à la prise en charge financière des dommages occasionnés par un usager ne respectant pas les conditions générales d'accès et d'utilisation.

***Le Comité syndical, après en avoir délibéré, PREND ACTE du projet de Conditions Générales d'Accès et d'Utilisation destinées aux personnes physiques ci-annexé et AUTORISE la présidente à le compléter ou à y apporter des modifications éventuelles.***

## 2.10 Approbation des conditions générales d'accès et d'utilisation (CGAU) destinées aux personnes morales (**Délibération 2015 42**)

La présidente informe les membres qu'au regard des retours d'expérience après 44 mois d'exploitation, il a été constaté la nécessité de faire évoluer et de compléter les Conditions Générales d'accès et d'utilisation (CGAU) destinées aux personnes morales de la manière suivante :

- La grille tarifaire est modifiée ainsi :
  - création d'un forfait 15 heures en plus des forfaits préexistants ;
  - augmentation de 10% du tarif des autres forfaits afin de parvenir à la grille suivante :

Nombre d'heures d'utilisation / mois	Tarif mensuel HT	Nombre d'utilisateurs recommandé	Prix de la minute au-delà du forfait
15	195 €	Jusqu'à 5	0,275€ la minute
25	310 €	Jusqu'à 10	
50	600 €		
100	1 180 €	Jusqu'à 50	
200	2 350 €		
500	5 650 €		
1000	11 000 €	Jusqu'à 200	0,275€ la minute
2000	21 300 €		

- modification du parcours client :
  - possibilité d'utiliser un badge tiers agréé par l'exploitant pour s'identifier auprès du service Autolib' ;
  - afin de fiabiliser le dispositif, modification du parcours client afin que la location débute au moment de l'attribution du véhicule par la borne et non plus au moment de la déconnexion du véhicule ;
  - précisions apportées quand aux modalités de résiliation d'un abonnement (information de l'abonné 2 mois avant la date de renouvellement de l'abonnement. Si l'abonné souhaite résilier son abonnement, il doit en informer l'exploitant au moyen d'un courrier simple au plus tard 2 semaines avant son échéance) ;
- autres modifications :
  - précisions quant à la prise en charge financière des dommages occasionnés par un usager ne respectant pas les conditions générales d'accès et d'utilisation.

**Le Comité syndical, après en avoir délibéré, PREND ACTE** du projet de Conditions Générales d'Accès et d'Utilisation destinées aux personnes morales ci-annexé et **AUTORISE** la présidente à le compléter ou à y apporter des modifications éventuelles.

L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente lève la séance à 17 heures.

La Présidente,

Marie-Pierre de la Gontrie